



*Pyrénées Atlantiques*

[www.lechene-pyrenees-atlantiques.org](http://www.lechene-pyrenees-atlantiques.org)

[64@branche.lechene.org](mailto:64@branche.lechene.org)

### ***NOTE D'INFO JUIN 11***

***1/ Michèle Alliot-Marie dans Le Figaro : "Relancer l'ascenseur social" (Tribune)***

***2/ Michèle ALLIOT MARIE est l'invitée du dimanche du Parisien aujourd'hui en France***

***3/ Les jeunes du CHENE aux casetas de Biarritz***

***4/ Petit Déjeuner débat à Saint Jean de luz***

***5/ La marche du CHENE***

***6/ Contributions départementales***

## *1/Michèle Alliot-Marie dans Le Figaro : "Relancer l'ascenseur social" (Tribune)*



Les classes moyennes ont initié les révolutions qui ont construit la France moderne.  $\frac{3}{4}$  des Français estiment aujourd'hui y appartenir ou y aspirent. Ils partagent aussi le sentiment de s'appauvrir, de perdre leur influence et leurs droits.

En 1996, dans *La grande peur des classes moyennes* (Éd. de la Table Ronde) je décrivais leur rôle structurant, leurs valeurs, leurs aspirations, mais aussi leur peur du déclassement.

De la peur on est passé à l'exaspération devant un pouvoir d'achat estimé insuffisant, la mise en cause de leur système de valeurs, un ascenseur social grippé, un système technocratique jugé lent, arrogant et autiste.

Leur pouvoir d'achat, malgré son augmentation incontestable, leur paraît insuffisant devant la hausse des prix des biens indispensables. Même un emploi ne garantit plus de pouvoir faire face.

Leurs valeurs d'effort, de justice sont, à leurs yeux, bafouées par les salaires extravagants de traders ou de patrons qui utilisent les capitaux des autres sans prendre eux-mêmes de risques, et inversement par les fraudes de certains qui abusent des systèmes de protection.

L'ascenseur social leur semble en panne. Les avancements à l'ancienneté, les statuts de la fonction publique, figent les espoirs de promotion professionnelle et sociale.

Ils jugent les pouvoirs publics autistes, inconséquents, arrogants. Ils ne supportent plus d'être promené de service en service, parfois d'un département à l'autre, pour récupérer un papier, d'être menacé de saisie pour des contraventions déjà payées, de voir une entreprise mise en péril par l'application absurde d'un règlement ou la lenteur d'un service public.

Sous-estimer le fossé qui se creuse entre les classes moyennes et l'Etat serait ignorer les risques économiques et politiques d'une véritable révolte.

La France a de meilleurs résultats que la plupart de ses voisins, en matière de croissance, de baisse du chômage, d'augmentation des investissements... Elle a de nombreux atouts. Pour les valoriser, elle doit replacer les classes moyennes au cœur du dynamisme économique en leur offrant la perspective d'améliorer leur sort par leurs efforts et leurs initiatives.

Améliorer leur pouvoir d'achat implique d'abord de l'emploi. Un parent ou un enfant au chômage, ce sont des revenus en moins et des dépenses en plus.

L'emploi exige croissance et compétitivité, notamment des PME. L'une et l'autre dépendent largement de la motivation des salariés des classes moyennes, cadres ou ouvriers spécialisés. La valorisation de leur rôle, la participation, l'intéressement aux résultats doivent mis au coeur du fonctionnement de l'entreprise.

Recréer un sentiment de justice implique d'inventer la méritocratie républicaine du XXIème siècle. La promotion sociale, comme le montrent les armées, se construit par la formation permanente recentrée sur le métier, sur des statuts du secteur public garantissant réellement la possibilité de progresser de la base au sommet.

Refonder la confiance en l'Etat suppose de réconcilier les classes moyennes et la politique.

Le monde politique est essentiellement issu des classes moyennes. Paradoxalement, le divorce est aujourd'hui profond.

Dire la vérité sur la nécessité des réformes, éviter les effets d'annonce, privilégier l'intérêt général au court terme électoral, renvoyer l'ascenseur sont les bases de la crédibilité politique.

Les classes moyennes jugent qu'on leur demande toujours plus sans jamais rien en retour. L'effort est accepté s'il est récompensé. Là, tout est à inventer.

Quand l'Etat a aidé les banques lors de la crise, il a prêté l'argent et en a perçu les intérêts. Inventons un tel retour pour le contribuable soumis à taxe exceptionnelle lorsque le bénéficiaire refait des profits, pour l'assuré quand le nombre de vols diminue, pour le client de banques qui s'enrichissent avec l'argent de son compte courant.

L'Etat c'est aussi la technocratie. Les classes moyennes en attendent compétence, écoute, respect.

Moins de textes, plus clairs, mieux appliqués et contrôlés sur le terrain par leurs rapporteurs parlementaires : c'est une exigence de crédibilité et de confiance. Trop souvent des administrations convaincues d'incarner l'intérêt général, des organismes plus préoccupés d'eux-mêmes que des citoyens, bloquent l'application des lois.

Chaque membre des classes moyennes entend être respecté. Il refuse que d'autres décident pour lui, qu'ils soient élites économiques internationalisées ou technocrates imbus de schémas théoriques. Il attend, en retour de ses impôts, la qualité du service rendu.

Loin d'ignorer ou d'étouffer l'expression des classes moyennes, il faut comprendre ce qui les révolte, écouter leurs aspirations, leur donner l'oxygène qu'elles espèrent pour être le poumon d'une France qui avance.

Michèle Alliot-Marie  
Présidente du Chêne  
Vice-présidente du Conseil national de l'UMP

## 2 / Michèle ALLIOT-MARIE est l'invitée du dimanche du Parisien aujourd'hui en France

DIMANCHE 12 JUIN 2011

L'ACTU | 05

L'INVITÉE DU DIMANCHE

politique | monde | social | économie | société | faits divers | justice

MICHÈLE ALLIOT-MARIE, ex-ministre des Affaires étrangères

# « Vous n'en avez pas fini avec moi »

**R**emplacée par Alain Juppé au Quai d'Orsay à la suite des révélations sur ses liens avec l'ex-régime tunisien, Michèle Alliot-Marie assure qu'elle n'a renoncé à rien.

**Depuis votre démission du gouvernement, avez-vous tiré des leçons de cette affaire ?**

MICHÈLE ALLIOT-MARIE. Ce n'était pas la première fois que j'étais confrontée à une polémique. Très franchement, si certains médias n'avaient pas harcelé mes parents au point de menacer leur santé, j'y aurais résisté. Ce que je retiens, c'est que face à une polémique de ce genre, il faut rester en France. A l'époque, je faisais adopter des sanctions internationales contre Laurent Gbagbo, je portais les propositions françaises aux dirigeants israéliens et palestiniens, je défendais nos intérêts devant Dilma Rousseff au Brésil, je rencontrais Hillary Clinton sur l'Afghanistan... A l'étranger, on se rend moins compte. Ensuite, c'est vrai, j'ai commis des maladresses de communication. Pour moi, cela concernait ma vie privée, il n'y avait pas d'argent public concerné, rien d'illégal. Je souhaitais préserver ma famille.

**On vous a reproché des mensonges...**

Je n'ai jamais menti, mais c'est vrai, me contenter de répondre a pu donner l'impression que je voulais cacher quelque chose, ce qui est faux. J'aurais dû anticiper les questions avant qu'elles ne me soient posées.

**Sur vos vacances en Tunisie, vous ne regrettez rien ?**

Ces vacances n'étaient pas ce qui était prévu au départ, mais j'assume. Il y avait un contexte familial et, pour moi, la famille, c'est sacré. Voilà pourquoi je ne souhaite pas revenir sur le sujet.

**J'ai fait neuf ans sans discontinuer dans les ministères régaliens. Souffler un peu, ce n'est pas désagréable.**

**Avec Nicolas Sarkozy, vous vous êtes parlé ?**

Bien sûr ! Durant toute cette période, Nicolas Sarkozy m'a constamment et chaleureusement soutenue. Il sait ce que c'est pour avoir fait lui-même l'objet de nombreuses attaques injustes. Néanmoins, j'ai pris la décision de démissionner.

**Vous n'avez pas eu de vide en quittant le gouvernement ?**

Non. J'ai fait neuf ans sans discontinuer dans les ministères régaliens. Souffler un peu, reprendre du temps

pour la famille, les amis, la réflexion ou la lecture, honnêtement ce n'est pas désagréable. J'ai commencé à écrire deux livres. Je me suis occupée du Chêne (NDLR : son club politique) qui a enregistré 2 000 adhésions en trois semaines.

**Vous n'avez jamais été tentée de lâcher la politique ?**

Si certains espéraient ne plus m'entendre, ils en seront pour leurs frais (rires). Et si la génétique dit vrai, vous avez vu mon père à 92 ans : vous n'en avez pas fini avec moi !

**Comment réagissez-vous à l'affaire DSK ?**

En tant qu'ancien garde des Sceaux, je ne commenterai pas une affaire en cours. Mais certains propos qui l'entourent sont révélateurs de choses préoccupantes. Quand on parle de « trousseage de domestique », c'est indigne.

**Je ne pense pas qu'il y ait plus de machisme en politique qu'à l'université ou dans les médias**

**Selon vous, cette affaire a-t-elle libéré la parole, donné le signal d'un grand déballage ?**

Je ne crois pas, mais je pense qu'elle souligne une certaine dérive. Ce qui fait le buzz, ce sont des sujets qui n'ont rien à voir avec la politique. Ma crainte c'est qu'aux yeux du public, la politique se résume à cela et qu'on oublie les grands enjeux stratégiques pour notre pays et pour le monde.

**Le renvoi du gouvernement de Georges Tron était-il justifié ?**

Georges Tron a choisi de démissionner. Vous avez aujourd'hui une espèce de tourbillon médiatique qui crée une ambiance intenable. Cela comporte des risques. Il y a eu une jurisprudence (NDLR : jurisprudence Balladur) qui conduisait les ministres à démissionner quand ils étaient mis en examen. Cela posait déjà le problème de la présomption d'innocence. Mais Georges Tron n'est même pas mis en examen ! Nous devons revenir au sens de la responsabilité des uns et des autres, aux fondamentaux du contrat républicain.

**On parle beaucoup de machisme dans la vie politique ces jours-ci. Avez-vous été victime de tels comportements ?**

Non. Je trouve stupide et même un peu dégradant d'en faire une généralité. Quand des femmes dans des situations d'infériorité, de fragilité sont harcelées, il faut le dénoncer. Mais je ne pense pas qu'il y ait plus de



ASSEMBLÉE NATIONALE (PARIS VII), LE 8 JUIN. L'ancienne ministre des Affaires étrangères, Michèle Alliot-Marie, souhaite la réélection de Nicolas Sarkozy afin qu'il poursuive ses réformes.

(L.F./ALAIN ALBOURDIX)

machisme en politique qu'à l'université ou dans les médias. Il n'est pas impossible même que nous fassions peur aux hommes politiques.

**Vous n'avez jamais été confrontée à un geste déplacé ?**

Non. Peut-être parce qu'on savait que je réagissais. J'avais 10 ans quand un de mes oncles qui pratiquait des sports de combat m'a dit : « Si jamais

un garçon veut t'embrasser et que tu ne veux pas, je vais t'apprendre quelques prises de judo. » Il m'est arrivé de m'en servir. Cela calme les choses très vite (rires).

**Chantal Jouanno, qui pratique le karaté, dit ne plus mettre de jupe pour venir à l'Assemblée...**

Tout cela devient ridicule. J'ai tou-

jours mis jupes ou pantalons de façon indifférenciée et il n'y a jamais eu de problème. J'ai exercé des fonctions dans des milieux très masculins. Quand on veut se faire respecter on se fait respecter.

**Il faut une initiative de l'Etat à l'égard des classes moyennes, qui sont toujours les premières visées quand il s'agit de fiscalité**

**Vous vous intéressez beaucoup aux classes moyennes. Pourquoi ?**

Les classes moyennes ont construit la démocratie et la réussite économique du pays. Elles partagent des valeurs, notamment celle du mérite, des aspirations à la promotion sociale, au respect. Aujourd'hui, elles ont l'impression que leur situation se dégrade. Il est essentiel d'analyser les raisons de leur inquiétude, voire de leur exaspération, et d'y remédier.

**Comment renouer avec cette classe moyenne ?**

Si nous voulons une France dynamique, il faut leur redonner l'envie d'entreprendre, de participer à la création d'un destin commun. Il faut mieux expliquer ce qui a été fait depuis quatre ans pour conforter leur situation. Il faut assurer le retour sur effort. Dans l'entreprise, la prime voulue par le président de la République rejoint l'idée gaulliste de la participation. Il faut une initiative de l'Etat à l'égard des classes moyennes, qui sont toujours les premières visées quand il s'agit de fiscalité. Il faut changer la technocratie toujours plus prégnante, ressentie comme méprisante les citoyens. En 2007, Nicolas Sarkozy apparaissait comme celui qui allait busculer la technocratie. Les Français attendent qu'il aille plus loin.

**Souhaitez-vous la réélection de Nicolas Sarkozy ?**

Oui. Je souhaite que Nicolas Sarkozy soit candidat. Je veux, pour la France et pour les Français, qu'il soit réélu. Les réformes qu'il a initiées permettent à notre pays de résister à la crise, de valoriser ses atouts, de peser sur le plan international. Cela implique que son action se poursuive dans la durée.

**Jean-Louis Borloo ne vous a pas approchée ?**

Si, Jean-Louis est venu me voir. Je l'aime beaucoup, mais je lui ai dit la nécessité d'être unis. L'intérêt général implique que, dans certains cas, on renonce à sa légitime ambition.

PROPOS RECUEILLIS PAR DIDIER MICOME ET HENRI VERNET

### *3 / Les jeunes du CHENE aux casetas de Biarritz*



A l'initiative de Thomas Lambert, une vingtaine de jeunes du Chene, se sont retrouvés aux Casetas à Biarritz.

Henri Levréro, Chargé de Mission Départemental du Chene, s'est joint à eux pour partager un moment de convivialité, avec l'amicale présence du maire de Bassussarry et Président de la Communauté de communes d'Errobi, Paul Baudry venu en voisin.

#### 4 /Petit déjeuner débat à Saint Jean de luz



Une vingtaine de membres et sympathisants du CHENE, mouvement de Michèle ALLIOT-MARIE, se sont retrouvés à 10 heures ce matin au restaurant Les Corsaires à Saint Jean de Luz pour débattre sur le thème du mieux vivre ensemble son handicap, animé par Geneviève DELQUE, Présidente de l'association EVAH. Cette association, qui a été fondée par la pugnacité et la ténacité de Geneviève DELQUE, qui n'a jamais renoncé au projet de faire vivre ensemble des gens différents, avec un handicap afin de leur permettre d'avoir une égalité de chances et un droit au logement pour tous quelque soit cette différence. Aujourd'hui l'association EVAH loue à l'Office de l'habitat 64, 3 logements à Urrugne, ce qui permet à ces personnes différentes d'habiter et d'évoluer dans un cadre de vie, d'être connues et reconnues. Grâce à cette association ces adultes peuvent avoir une vie sociale comme tout le monde, en fonction du potentiel de chacun, de participer activement dans des associations culturelles ou sportives. Peyuco DUHART, Maire de Saint Jean de Luz a insisté sur le rôle des pouvoirs publics, qui est avant tout, d'adapter la ville pour faciliter la vie quotidienne de tous. Après un échange chaleureux avec la salle et notamment Paul Baudry, Maire de Bassussarry et Président de la communauté de communes d'Errobi, les participants ont partagé un petit-déjeuner.

## 5/La marche du CHENE



Nous étions une quarantaine de militants et de sympathisants à avoir répondu présent pour la marche du CHENE. Pour sa troisième édition, le rendez-vous était donné ce samedi 25 juin à 10 heures 30 à la chapelle d'Olhette à Urrugne. Le déjeuner a eu lieu à la venta Zahar, dans une ambiance chaleureuse et conviviale, les compagnons ont pu échanger leurs impressions sur une année de rencontres et ont souligné l'importance du maintien du lien inter-générationnel.

## 6/Contributions départementales



**Nicolas GALLAIS**

**PAU**

### *Sur le thème du "mieux vivre ensemble"*

On a souvent tendance à mettre en exergue les difficultés ou les problèmes que nous rencontrons dans notre vie quotidienne. A focaliser sur notre incapacité à les surmonter ou à les éluder. A laisser les peurs de l'actualité nous envahir en nous recroquevillant sur nous-mêmes au détriment de la plus élémentaire attitude objective. Même s'il faut reconnaître que les informations négatives dont on nous abreuve, qu'elles soient locales, nationales ou internationales sont un facteur anxiogène indéniable sur nos inconscients et conditionnent beaucoup nos comportements.

Qui peut résister sans vaciller une seconde à l'instantanéité des mauvaises nouvelles?  
Peu d'entre nous, assurément.

Que pouvons-nous faire pour endiguer cette spirale de l'isolement?

Que pouvons-nous apporter, chacun à notre niveau, pour que l'une des raisons qui nous empêche de vivre ensemble sereinement permette l'abolition de cette distance,

de cette peur de l'autre: destructrice, en fin de compte.

La volonté de partager un destin commun ou bien la peur de l'affronter?

Mais si au fond de nous, quelque soit notre origine, notre statut social ou nos opinions, nous décidons de nous tendre la main? Ne sommes-nous pas notre premier ennemi? La vraie réponse n'est-elle pas en nous? Dans nos attitudes? Dans nos perceptions dues en partie à notre éducation?

Le monde dans lequel nous vivons n'a-t-il jamais été plus instantané avec des technologies de communication de plus en plus performantes? Réduire l'écart qui nous isole les uns des autres en augmentant la distance qui nous lie à ces "machines" est sûrement l'un des enjeux majeurs de nos liens futurs. Si nous ne parvenons pas à diminuer cette "fracture du lien", il nous sera impossible de mieux vivre ensemble. Vivre avec son temps est une nécessité mais négliger l'essence même de ce que nous sommes est une erreur grossière. Le partage, ne serait-ce que d'un regard bienveillant, d'un sourire ou d'une parole est souvent plus réconfortant qu'un long courriel.

De ce point de vue, notre démarche individuelle et collective au sein du Chêne est un maillon important de ce lien qui permet à ceux qui le désirent de réfléchir sur un thème mensuel. Le thème du mois étant clôturé par une rencontre qui au delà des idées qui nous rassemblent, permet un échange libre et amical.

Et si cette démarche était tout simplement l'une des façons de mieux vivre ensemble?